

## Document

### Turquie: les ratés du "modèle" Erdogan.

(lexpress.fr)

**18 décembre 2011**

#### **Le gouvernement d'Ankara multiplie depuis quelques mois les arrestations d'intellectuels. Un recul des libertés sur fond de nouvelles tensions dans les zones kurdes.**

Alors que l'évolution des pays du Maghreb et du Proche-Orient au lendemain des révolutions arabes demeure incertaine, la Turquie est aujourd'hui considérée dans la plupart des chancelleries occidentales comme un modèle de démocratie islamique. De Rabat au Caire en passant par Tunis, les partis islamo-conservateurs plébiscités par les électeurs affichent, dans l'espoir de rassurer leurs opposants et leurs partenaires étrangers, leur proximité avec l'AKP -le Parti de la justice et du développement- du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier, il est vrai, n'en finit pas d'engranger les succès électoraux, diplomatiques et économiques. Il a réussi à contraindre l'armée à rentrer dans ses casernes, toiletté une Constitution passablement antidémocratique et rétabli la croissance. Mais, depuis quelques mois, il y a une ombre au tableau: un tournant autoritaire qui se traduit par une vague d'arrestations dans les milieux intellectuels, sur fond de raidissement sur la question kurde.

Universitaires, avocats, journalistes, étudiants: tous ceux qui s'intéressent au sort de la minorité kurde sont dans le collimateur des autorités. Il a, par exemple, suffi que Busra Esranli, professeure de sciences politiques à l'université de Marmara, accepte de diriger une table ronde sur "les questions controversées de l'histoire de la République turque" pour qu'elle soit arrêtée. Tout comme Ragip Zarakolu, éditeur et militant des droits de l'homme depuis plus de quarante ans. Dans tous les cas, c'est la loi visant l'"appartenance à une organisation terroriste" qui sert de base juridique.

Une confrérie à l'influence grandissante...

La presse est tout particulièrement visée. 76 journalistes sont aujourd'hui sous les verrous. La plupart d'entre eux ont eu le tort de s'intéresser à la question kurde. Mais pas seulement. Lorsque Ahmet Sik, un journaliste d'investigation, a été arrêté en mars, il s'apprêtait à publier un livre dévoilant le noyautage de la police par une confrérie islamique proche du gouvernement et dirigée, depuis les Etats-Unis, par un imam turc, Fethullah Gülen. Sans aucune preuve, il a été accusé d'avoir rédigé cet ouvrage à la demande de l'organisation Ergenekon, soupçonnée d'avoir cherché à renverser le régime.

L'affaire traduit l'influence grandissante de cette confrérie qui possède par ailleurs Zaman, l'un des principaux groupes de presse du pays. Au point que certains intellectuels se demandent si la Turquie n'est pas en train de devenir un Etat policier dirigé en sous-main par les fidèles de Fethullah Gülen.

Le regain de tension dans les zones kurdes, attisée par le régime syrien, et l'absence d'une véritable opposition organisée face à l'AKP expliquent sans doute pour une large part ce recul sur le terrain des libertés. Mais l'Europe doit aussi s'interroger. Les Européens -la France en premier lieu- se sont évertués à ruiner tous les espoirs d'adhésion à l'Union européenne nourris par les Turcs. Ils se sont ainsi privés d'un puissant levier pour encourager la Turquie à se démocratiser.

**des attentats du 11 mars 2004 à Madrid.**